Populariser des solutions communistes partielles de façon transitoire

Nous devons éviter deux écueils :

- défendre seulement des mesures d'urgence qui ne remettent pas en cause l'ordre capitaliste et qui sont séparées de notre projet communiste

- refuser de défendre la moindre revendication sous prétexte que cela donnerait l'illusion qu'on pourrait les satisfaire dans le cadre du capitalisme

Pour populariser notre projet communiste, il est important de mettre en avant des revendications partielles qui remettent en cause directement la logique capitaliste. Non pas pour faire croire qu'on pourrait construire, pas à pas, le mode de production communiste, mais pour expliquer que ces brèches amplifieraient la crise du capitalisme et poseraient très rapidement l'alternative entre un retour à l'austérité capitaliste et une révolution communiste.

Pour convaincre de notre projet politique d'ensemble, nous devons expliquer ce que serait une solution communiste pour les questions de l'alimentation, du logement, de la presse, ou de tout autre besoin essentiel de la population. Ainsi :

- On pourrait mettre en place une cotisation versée par les les unités de production, qui serait versée à des caisses sectorielles de Sécurité sociale, commes celles existant aujourd'hui pour les retraites, la maladie, les accidents du travail ou les allocations familiales ; ce programme est indissociable de la reprise du combat pour que toutes ces caisses soient gérées par les représentant-e-s des travailleurs/ses, comme c'était prévu dans le projet initial de la Sécurité sociale, conçue comme institution de la classe ouvrière.

- Les caisses sectorielles utiliseraient ces fonds pour deux choses : subventionner l'investissement de producteurs « conventionnés » (qui respecteraient le cahier des charges défini par les caisses) et verser des prestations aux ménages, que ces derniers ne pourraient dépenser qu'en achetant la production des producteurs agréés.

- Les producteurs agréés ne seraient pas des entreprises capitalistes : ce serait des unités de production, sous la forme de travailleur/se-s indépendant-e-s ou de travailleur/se-s rassemblé-e-s en coopératives. Ces unités de production non capitalistes seraient viables, car elles ne seraient pas mises en concurrence avec les entreprises capitalistes, et elles auraient une demande garantie par l'attribution de « chèques » alimentation, logement ou presse aux ménages. Ainsi, le « salaire » de ces producteurs serait garanti grâce au système socialisé mis en place pour satisfaire le besoin.

Ces solutions ne viseraient pas simplement à donner un chèque aux ménages pour les aider à couvrir un besoin fondamental. Elles viseraient à satisfaire ce besoin en organisant un autre mode de production et en développant de nouvelles unités de production (non capitalistes). Voilà pourquoi on peut caractériser ces solutions de « communistes », à la fois comme formes nouvelles de production et dans le sens de la transition vers la société communiste.

Il ne s'agit pas de faire croire que ces solutions partielles peuvent être mises en œuvre dans le cadre du capitalisme, notamment en situation de crise aigüe comme aujourd'hui. Satisfaire les besoins en élargissant le champ de la cotisation ne peut qu'accroître la crise de rentabilité du capital car la cotisation est un prélèvement sur la plus-value. Nous devons l’expliquer, nous devons l'assumer politiquement pour en tirer la conclusion que le capitalisme doit être renversé puisqu'il empêche la mise en place de solutions rationnelles et émancipatrices.

C’est pourquoi ce projet de nouvelles caisses de sécurité sociale va de pair avec le combat pour la conquête du pouvoir politique par les travailleur/se-s, qui n’est pas un but en soi, mais un moyen d’aller vers la société communiste en engageant la transformation révolutionnaire des structures économiques.

Gaston Lefranc;Ludovic (comité ENS Paris), le 13 juin 2021